

Occupation en cours du 12 rue Baudin : le droit au logement n'est pas une option



Publié le 16 décembre 2017

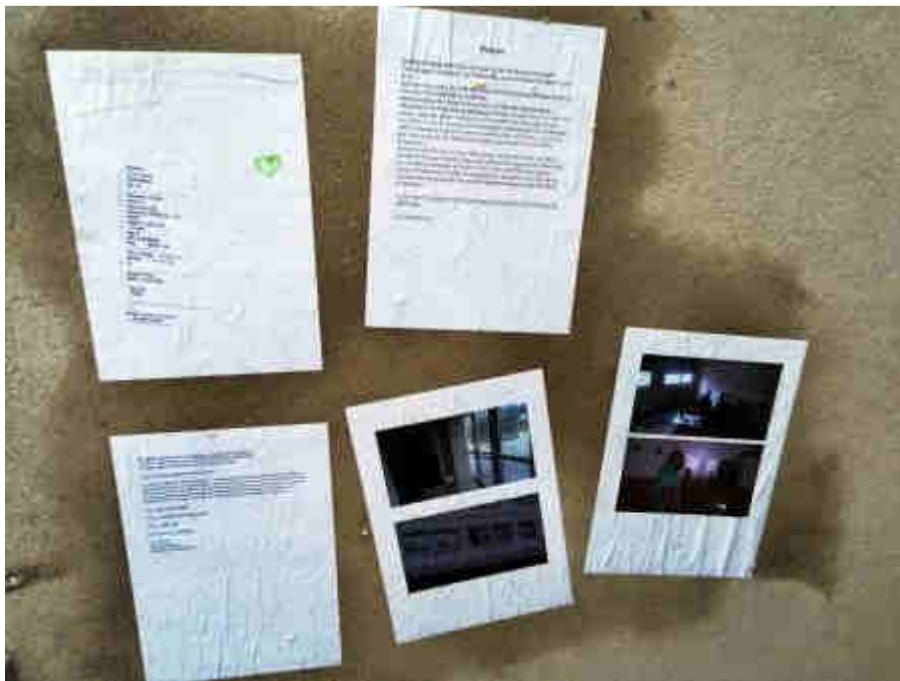
Depuis mardi, nous avons décidé d'occuper le 12 rue Baudin à Villeurbanne. Ce bâtiment, vide depuis des années, avait été réquisitionné par l'État en 2014-2015 puis en 2015-2016 dans le cadre du plan grand froid. La DDCS (direction départementale de la cohésion sociale) en avait alors confié la gestion à l'Armée du Salut. Récemment racheté par la métropole, le bâtiment peut accueillir une cinquantaine de personnes. Mais aujourd'hui, la préfecture préfère laisser l'immeuble vacant plutôt que de le réquisitionner pour y héberger des personnes à la rue alors que chaque nuit le mercure passe en dessous de 0 et que des centaines de personnes, enfants compris dorment dehors. Face à leur cynisme, mobilisons-nous : réquisition, occupation !

- **16h43. La police municipale est sur place** Les flics municipaux de Villeurbanne viennent d'arriver au 12 rue Baudin
- **16h42. Plus de cent personnes au 12 rue Baudin** Il y a actuellement environ 50 personnes à l'intérieur du lieu occupé et au moins 60 personnes dehors.



- **16h41. Les flics essayent de pousser pour rentrer... et renoncent vite** Les 4 policiers présents sur place ont essayé de pousser pour entrer. Ils ont abandonné au bout de 3 minutes.
- **16h39. Le lieu est occupé depuis plus de 48h, la preuve**

Les preuves d'une occupation depuis plus de 48h sont collées sur un mur.

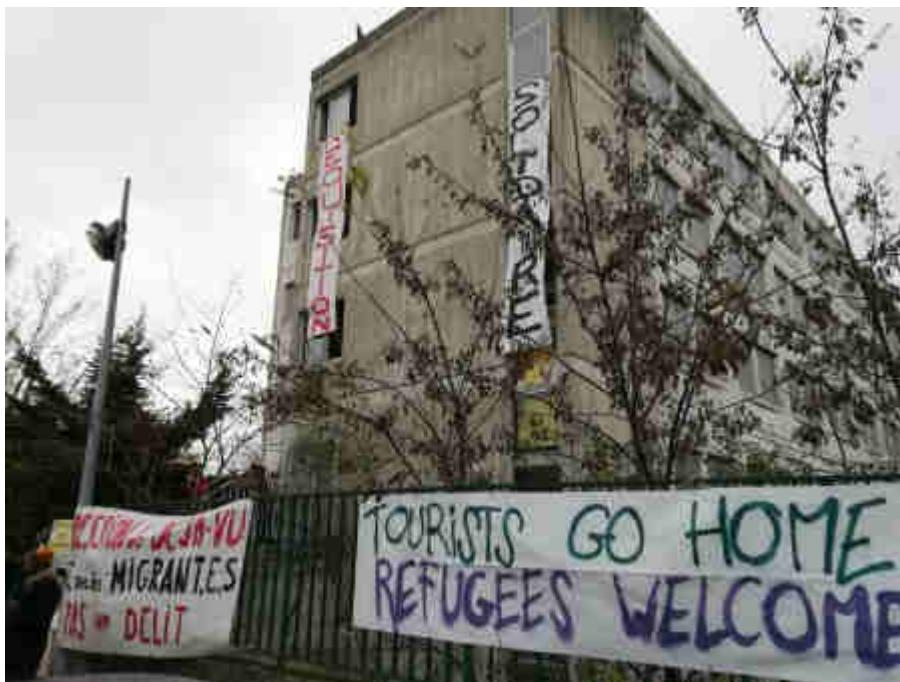


- **16h22. La police est sur place** Les flics ont pris des preuves et demandent à ce que la musique soit baissée. Les policiers (une voiture) exigent que les personnes sur place ne débordent pas sur la route. Mais le trottoir fait 5 centimètres...



- **16h21. Un appel à soutien circule**

Occupation pour loger les migrant·es en cours 12 rue Baudin (Villeurbanne, métro Cusset). Besoin de soutien ! De la musique et du vin chaud sont au rendez-vous. Faîtes tourner !



Dans le cadre du plan grand froid, censé accueillir les sans-logis pendant les périodes les plus froides, la préfecture n'a ouvert que 1200 place d'hébergements d'urgence cet hiver. Or ce chiffre stagne depuis 2015 alors que le nombre de personne à la rue ne cesse d'augmenter. Proportionnellement à l'augmentation de la demande, l'hébergement d'urgence connaît donc des coupes extrêmement importantes, laissant des centaines de personnes sans-abris dans l'agglomération alors même que des logements appartenant à la métropole ou aux municipalités sont vacants. **Partout en France, des milliers de logements restent vides chaque année, engrasant toujours plus les spéculateurs/trices immobiliers au détriment de vies humaines.**

Pour mettre à l'abri celles et ceux que l'État refuse de prendre en charge, alors même que ses propres lois l'y obligent, des écoles et des universités sont aujourd'hui occupées ; ici, mais aussi à Grenoble, Nantes ou encore Paris.

Ainsi, depuis le 15 novembre l'Amphi C de la faculté de Bron est occupé par les expulsé·e·s de la Part-Dieu. **Plus de cinquante sans-papiers et demandeurs/euses d'asile sont aujourd'hui menacé·e·s d'expulsion par la présidence de la fac qui s'était pourtant engagée à ne pas recourir aux forces de l'ordre.**

Les parents de plus de vingt écoles organisent aujourd'hui la solidarité avec les familles laissé·e·s à la rue, occupant parfois les bâtiments. À l'école Robert Doisneau , à l'école Lucie Aubrac, la préfecture et le maire de Lyon, Georges Képénékian répondent à la solidarité par des évacuations, choisissant de laisser des enfants dormir dehors.

Le gymnase Rosset ouvert dans le cadre du plan grand froid est désormais menacé d'expulsion (???). Pourtant, le 5 décembre, la préfecture s'engageait auprès des collectifs reçus en délégation, à ne pas expulser les lieux occupés. **Ces boniments ne nous ont pas plus dupé hier qu'aujourd'hui, ils renforcent au contraire notre détermination à lutter contre celles et ceux qui nous exploitent et nous expulsent.**

Dans une circulaire en date du 20 novembre, Gerard Collomb, toujours en pointe en matière d'expulsions et de répression, exhortait les préfets à procéder à davantage de reconduite à la frontière. Pour appuyer cette injonction mortifère, les député·e·s ont voté, le 7 décembre, une loi renforçant la rétention des migrant·e·s pourtant déjà trop souvent privé·e·s de liberté. Cette même loi incite au tri le plus insupportable des personnes sans-logis, puisqu'elle invite les associations gérant les hébergements d'urgence à procéder à des contrôles d'identité afin d'exclure les sans-papiers et dubliné·e·s de ces dispositifs. **Cette traque raciste doit cesser !**

La fermeture des frontières, les traitements dégradants et inhumains infligés aux migrant·e·s partout en Europe ne sont pas des détails de l'histoire. **La crise migratoire est la conséquence des politiques impérialistes de la France partout dans le monde. Elle est la conséquence de politiques migratoires toujours plus sécuritaires et xénophobes.**

Nous appelons à continuer la mobilisation et réaffirmons que c'est par la solidarité, l'entraide et la lutte collective que nous pourrons faire reculer l'Etat et ses politiques racistes et antisociales.

Nous réquisitionnerons chaque bâtiment vide pour sortir de la misère à laquelle nous accule l'État.

Tant qu'il y aura des gens à la rue, tant qu'il y aura des expulsions, il y aura occupation !

Les occupant.e.s du 12 rue Baudin à Villeurbanne (métro Cusset)